



PREFECTURE DU PAS DE CALAIS

DIRECTION DE L'AMENAGEMENT, DE L'ENVIRONNEMENT
ET DE LA COHESION SOCIALE
POLE DE L'ENVIRONNEMENT/BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSEES
DAECS-PE/BIC-FB-2009-168

INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Commune de LA CALOTERIE

SOCIETE SITA FD

ARRETE IMPOSANT DES PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES

LE PREFET DU PAS-DE-CALAIS
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l'Environnement ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 8 janvier 2009 portant nomination de M. Pierre de BOUSQUET de FLORIAN, en qualité de préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 juin 1991 autorisant le transfert d'activité au nom de la Société France Déchets (SITA FD) ;

VU l'arrêté du 20 mai 1996 autorisant la Société SITA FD à l'élimination par enfouissement de résidus urbains et assimilables ainsi que pour des mâchefers issus de l'incinération des résidus urbains ;

VU le récépissé préfectoral en date du 8 juillet 2009 pour sa déclaration sur la gestion, à compter du 1er juillet 2009, par SITA NORD en tant que mandataire de SITA FD dont l'exploitation se situe à LA CALOTERIE ;

VU le rapport de M. le Directeur régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement en date du 18 mai 2009 ;

VU l'envoi des propositions de M. l'Inspecteur des Installations Classées au pétitionnaire en date du 9 juin 2009 ;

VU la délibération du Conseil départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 25 juin 2009 à la séance duquel le pétitionnaire était présent ;

CONSIDERANT qu'il s'avère nécessaire d'imposer à la Société SITA FD des prescriptions complémentaires pour le suivi post exploitation de son site sis à LA CALOTERIE .

VU l'envoi du projet d'arrêté au pétitionnaire en date du 15 juillet 2009 ;

VU la lettre d'accord de la Société SITA FD en date du 30 juillet 2009 ;

VU l'arrêté préfectoral n°09-10-01 du 02 février 2009 portant délégation de signature ;

SUR la proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais ;

ARRETE :

ARTICLE 1 - OBJET

Les dispositions du présent arrêté sont applicables à la Société SITA FD, dont le siège social est situé 132, rue des Trois Fontanot à NANTERRE (92758) pour le suivi post exploitation de l'ISDND (Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux) de la CALOTERIE, sis le Mont Hénou à LA CALOTERIE (62170).

ARTICLE 2 - DISPOSITIONS GENERALES

2.1 - Contrôles et analyses

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspecteur des installations classées peut demander, à tout moment, la réalisation, inopinée ou non, par un organisme tiers choisi par lui-même, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores. Il peut également demander le contrôle de l'impact sur le milieu récepteur de l'activité de l'entreprise. Les frais occasionnés par ces contrôles, inopinés ou non, sont à la charge de l'exploitant.

2.2 - Clôture de l'établissement

L'installation est entourée d'une clôture réalisée en matériaux résistants et incombustibles d'une hauteur minimale de 2 m, empêchant l'accès au site. Un portail fermant à clef interdit l'accès de l'ISDND.

2.3 - Autosurveillance

2.3.1. - Calages

Afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant doit faire procéder au moins une fois par an aux prélèvements, mesures et analyses demandés dans le cadre de

l'autosurveillance par un organisme extérieur (laboratoire agréé par le Ministre chargé de l'Environnement).

2.3.2. - Conservation

Les enregistrements des mesures prescrites pour les autosurveillances doivent être conservés pendant une durée d'au moins trois ans à la disposition de l'inspection des installations classées.

2.3.3. - Transmission

Un état récapitulatif des résultats des mesures et analyses d'autosurveillance imposées au présent arrêté doit être adressé au plus tard dans le mois qui suit leur réalisation à l'inspection des installations classées.

Les résultats doivent être accompagnés en tant que de besoin de commentaires sur les causes de dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

2.4. - Surveillance de l'état générale du site

Le contrôle de l'état général du site, l'entretien des espaces verts, des plans d'eau, des fossés et des clôtures et le réglage de l'ensemble des installations sont réalisés régulièrement.

2.5. - Intégration paysagère

Les aménagements choisis pour limiter l'impact de l'ISDND et des aménagements annexes sur le paysage sont conformes à l'aménagement paysager du dossier de cessation définitive d'activité édité le 13/06/2005 et complété le 01/10/2007.

ARTICLE 3 - SUPERVISION

L'exploitation dispose d'une supervision permettant de visualiser et enregistrer les paramètres de fonctionnement des équipements de gestion des effluents et ainsi d'éditer tous les bilans nécessaires à leurs suivis périodiques. Elle permet d'assurer la télésurveillance de ceux-ci dans le cadre du suivi post-exploitation.

Les mesures et contrôles portent sur:

- Lixiviats:
 - Niveaux lixiviats des puits
 - Temps de fonctionnement des pompes et retours séquences pompages
 - La maîtrise du niveau du bassin de stockage par une alarme de niveau déclenchant l'arrêt automatique des pompes en cas de dépassement du seuil
 - Le volume en entrée bassin de stockage
- Biogaz:
 - Température de flamme
 - Dépression en entrée torchère
 - Temps de fonctionnement et alarme défaut
- Eaux de ruissellement
 - Temps de fonctionnement des pompes points bas fossés
 - Niveaux des points de relevage fossés
 - Conductimétrie et pH sur bassins EP1 et EP2

Le dispositif est complété par une mini station météorologique mesurant et consolidant les données de pluviométrie, direction du vent et température.

ARTICLE 4 - GESTION DES LIXIVIATS

4.1. - Description

Les lixiviats sont canalisés vers plusieurs points bas d'où ils sont relevés par pompage (4 points de relevage correspondant aux points bas des alvéoles). Le système de drainage dirige les lixiviats vers un bassin de stockage avant d'être envoyés pour traitement vers une ou plusieurs installations de traitement autorisées, ou tout autre type de traitement extérieur validé par l'exploitant et après accord de l'inspection des installations classées.

4.2. - Traitement des lixiviats

Le traitement des lixiviats est réalisé dans une ou plusieurs installations de traitement, chacune des installations faisant l'objet d'une convention signée.

Chaque convention sera transmise dans le mois suivant sa signature à l'inspection des installations classées.

4.3. - Autosurveillance des lixiviats

La mesure des paramètres spécifiques à chaque convention et des volumes produits est effectuée semestriellement. Les fréquences pourront être modifiées après 3 ans de suivi après accord de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 5 - GESTION DES EAUX DE PLUIE

5.1. - Description

Les eaux de ruissellement intérieures au site, non susceptibles d'être entrées en contact avec des déchets, passent, avant rejet dans le milieu naturel, par deux bassins de stockage étanche, dimensionnés pour capter au moins les ruissellements consécutifs à un événement pluvial de fréquence décennale permettant une décantation.

5.2. - Rejet dans le milieu naturel

L'ouvrage de rejet doit permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Il doit être aménagé de manière à réduire autant que possible les perturbations apportées au milieu récepteur aux abords du point de rejet.

L'exploitant est tenu de respecter les valeurs limites ci-dessous:

| Paramètres | Concentration instantanée (mg/l) |
|------------|--|
| DCO | 125 |
| MES | 100 - si le flux journalier maximal est inférieur à 15 kg/j 35 - au delà |
| pH | 6,5 à 8,5 |

| | |
|-------------------------|---|
| Hydrocarbures totaux | 5 |
|-------------------------|---|

5.3. - Autosurveillance

La mesure des paramètres de l'article 5.2 et des volumes cumulés rejetés est effectuée semestriellement. Les fréquences pourront être modifiées après 3 ans de suivi après accord de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 6 - GESTION DU BIOGAZ

6.1. - Captage du biogaz

Tous les casiers contenant de la matière fermentescible, dégradable sont équipés d'un système de drainage des gaz de décomposition des déchets.

Ce système collecte les gaz issus de tous les niveaux de la masse des déchets enfouis.

Le système est constitué :

- de puits verticaux largement pénétratifs dans la masse de déchets et surélevés au fur et à mesure du comblement des alvéoles. Si nécessaire, des drains complémentaires peuvent être réalisés après forage dans la masse des déchets. Ce forage sera dans tous les cas arrêté de façon à laisser un mètre de déchets entre le sommet du système drainant et la base du forage,
- d'un dispositif de mise en dépression de la tête des puits verticaux. Ce dispositif assurera l'étanchéité de l'aspiration recherchée du biogaz et doit empêcher toutes fuites en cas d'arrêt de la mise en dépression.

6.2. - Collecte du biogaz

Le biogaz retiré des drains cités en 6.1 est transporté par les canalisations des deux réseaux indépendants de collecte acheminant le biogaz vers une unité de destruction (ex: torchères).

Ces canalisations :

- seront réalisées en matériaux résistant aux efforts internes, externes de toutes natures qu'elles sont susceptibles de rencontrer sur la durée de leur exploitation,
- seront réalisées en matériau résistant à la corrosion due au biogaz et aux vapeurs qu'elles transportent,
- seront dotées de dispositifs de purge des condensats aux points bas,
- seront sectionnables par une répartition judicieuse de vannes situées sur les têtes de drains et sur le réseau proprement dit.

6.3. - Conception du poste de destruction (torchères)

Il devra respecter les critères suivants :

- flamme non apparente,
- rallumage automatique,
- combustion totale des gaz avant sortie du tube de flamme,
- vanne d'arrêt du gaz à fermeture rapide pour tout défaut de fonctionnement,

- dispositif d'arrêt de flamme,
- mesure de température des gaz de combustion en continu,
- régulation possible de la combustion,
- la température doit être au moins de 900°C. Elle est mesurée en continu.

6.4. - Autosurveillance

L'exploitant procède à des analyses de la composition du biogaz capté dans son installation, en particulier en ce qui concerne la teneur en CH₄, CO₂, O₂, H₂S et H₂O.

La fréquence des analyses est fixée tous les 6 mois, sauf H₂O qui sera analysé annuellement. En cas de destruction par combustion, les gaz de combustion doivent être portés à une température minimale de 900°C pendant une durée supérieure à 0,3 seconde. La température doit être mesurée en continu et faire l'objet d'un enregistrement ou d'un système régulier de suivi.

Les émissions de SO₂, CO, HCl, HF et poussières issues de chaque dispositif de combustion font l'objet d'une campagne annuelle d'analyse par un organisme extérieur compétent.

L'exploitant doit contrôler annuellement les rejets de SO₂ et CO engendrés par le poste de destruction. Ces paramètres devront respecter les valeurs limites suivantes :

- CO < 150mg/Nm³,
- SO₂ < 300 mg/Nm³.

Les résultats de mesures sont rapportés aux conditions normales de température et de pression, c'est-à-dire 273 K, pour une pression de 103,3 kPa, avec une teneur en oxygène de 11 % sur gaz sec.

ARTICLE 7 – RÉSEAU DE SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

7.1. – Constitution du réseau

Dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant constitue un réseau de surveillance de la qualité de la nappe comportant au moins un piézomètre en amont et deux en aval.

La définition du nombre de piézomètres et leurs implantations, faites sur la base d'une étude hydrogéologique menée par un hydrogéologue expert, doivent être soumises à l'approbation de l'inspection des installations classées. Le sens d'écoulement de la nappe sera également clairement défini.

Cette étude sera remise à l'inspection des installations classées dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

Les piézomètres seront réalisés conformément au Guide méthodologique du MEEDDAT et à la norme FD-X-31-614 de l'AFNOR.

L'étude précitée étudiera également la possibilité de différencier l'impact potentiel de l'ISDND sur les eaux souterraines pour la partie exploitée avant 1996 (sans barrières) et après 1996 (avec barrières).

Les piézomètres feront l'objet d'un nivellement des têtes. Toutes dispositions seront prises pour signaler et protéger efficacement ces ouvrages et les maintenir en bon état.

Le déplacement éventuel d'un piézomètre ne peut se faire qu'avec l'accord de l'Inspection des Installations Classées.

7.2. - Autosurveillance

Paramètres à surveiller à fréquence semestrielle (en périodes de basses eaux et hautes eaux):

| | | | |
|--------------|---------------|------------------|----------------------------|
| pH | DCO | DBO ₅ | Potentiel d'oxydoréduction |
| Hg | Chlorure s | Pb | Conductivité |
| Cr total | Zn | Fe | Métaux totaux |
| Sulfate s | Nitrites | Nitrate s | Hydrocarbures totaux |

Les prélèvements et analyses seront réalisés par un organisme agréé au moins une fois par an, suivant un protocole identique dans le temps. Les résultats seront comparés aux qualités des eaux de nappes destinées à l'alimentation en eau potable.

L'exploitant fait parvenir à l'Inspection des Installations Classées la synthèse des résultats de mesure obtenus au titre du présent article dans le mois qui suit leur réception.

La fréquence des analyses pourra être diminuée après une période d'observations représentative (3 à 5 cycles hydrologiques au vu des conditions pluviométriques observées) et sur présentation d'un historique montrant une évolution satisfaisante des résultats, soumis à l'approbation de l'inspection des installations classées.

7.3. - Entretien des piézomètres

Leur réfection et leur entretien seront réalisés aussi souvent que nécessaire. Toute anomalie décelée lors de prélèvements (bruit d'écoulement ...) sera signalée et donnera lieu à des investigations approfondies.

ARTICLE 8 - COUVERTURE - LEVÉ TOPOGRAPHIQUE

8.1. - Couverture

Des inspections visuelles à fréquence déterminée permettront de suivre l'évolution de l'état de la couverture finale, des aménagements spécifiques et des végétaux.

Toute érosion fera l'objet d'une reprise de la couverture afin de reconstituer celle-ci conformément aux prescriptions réglementaires.

8.2. - Levé topographique

Un levé topographique du site est effectué après la mise en place de la couverture finale. Ce levé sera complété chaque année par le suivi des tassements du site au moyen de points fixes judicieusement répartis sur la surface du site ou tout moyen technique équivalent.

A la fin de la première période de cinq ans, un nouveau levé topographique complet du site et de l'ensemble des aménagements, réseaux et installations est réalisé.

ARTICLE 9 - DOCUMENTS DE SUIVIS

L'exploitant réalise un rapport annuel de surveillance du site. Ce rapport comprendra un récapitulatif des points suivants :

- sécurité générale du site,
- suivi des eaux souterraines
- suivi des eaux de surface,
- suivi du biogaz,
- suivi des lixiviats,
- comptes rendus des visites régulières.

Le contenu du programme de suivi pourra être revu à l'issue du suivi de cinq ans ou sur demande de l'administration.

ARTICLE 10 - SUIVI

10.1. - Programme de suivi

Pour toute partie couverte, un programme de suivi est prévu jusqu'au 14/06/2036. Il doit néanmoins comporter à minima, les investigations suivantes et les contrôles prévus dans le présent arrêté:

- collecte et traitement en continu des lixiviats et du biogaz durant toute la période de production,
- entretien du site (fossés, couverture végétale, clôture, écrans végétaux, puits de contrôle,...),
- bassins de récupération des lixiviats et des eaux de ruissellement, piézomètres de contrôle de la qualité des eaux souterraines...,
- observations géotechniques du site avant contrôle du tassement des déchets à partir des repères topographiques installés sur place.

Cinq ans après le démarrage de ce programme l'exploitant doit adresser à l'inspection des installations classées un mémoire sur l'état du site accompagné d'une synthèse des mesures effectuées depuis la mise en place de la couverture finale. Son contenu doit faire l'objet d'une présentation au conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques, accompagnée, éventuellement, d'une proposition de modification de suivi.

10.2. - Fin de la période de suivi

Au moins 6 mois avant le terme de la période de suivi, l'exploitant adresse au préfet un dossier établi conformément à l'article 52 de l'arrêté ministériel du 09/09/1997.

ARTICLE 11 - GARANTIES FINANCIÈRES

Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 26/11/1999 sont abrogées et remplacées par :

11.1. - Objet

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent au suivi post exploitation des installations définies à l'article 1.

11.2. - Montant des garanties financières

| Période considérée | Montant des garanties financières (en euros HT) |
|-------------------------|--|
| 14/06/2006 – 14/06/2007 | 1 594 616,72 |
| 14/06/2007 – 14/06/2012 | 1 195 962,54 |
| 14/06/2012 – 14/06/2022 | 797 308,36 |
| 14/06/2022 – 14/06/2023 | 781 362,19 |
| 14/06/2023 – 14/06/2024 | 765 416,03 |
| 14/06/2024 – 14/06/2025 | 749 469,86 |
| 14/06/2025 – 14/06/2026 | 733 523,69 |
| 14/06/2026 – 14/06/2027 | 717 577,52 |
| 14/06/2027 – 14/06/2028 | 701 631,36 |
| 14/06/2028 – 14/06/2029 | 685 685,19 |
| 14/06/2029 – 14/06/2030 | 669 739,02 |
| 14/06/2030 – 14/06/2031 | 653 792,82 |
| 14/06/2031 – 14/06/2032 | 637 846,69 |
| 14/06/2032 – 14/06/2033 | 621 900,52 |
| 14/06/2033 – 14/06/2034 | 605 954,35 |

11.3. - Établissement des garanties financières

L'exploitant adresse au Préfet:

- le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 1^{er} février 1996 modifié. Il est rédigé en français et doit provenir de l'un des organismes suivants: banques, compagnies d'assurances, organismes de caution mutuelle,
- la valeur datée du dernier indice public TP01.

11.4. - Renouvellement des garanties financières

Le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 11.3.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 1^{er} février 1996 modifié.

11.5. - Actualisation des garanties financières

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants:

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP01,
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15% de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

11.6. - Absence de garanties financières

Outre les sanctions rappelées à l'article L516-1 du Code de l'Environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L514-1 de ce code. Conformément à l'article L514-3 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

11.7. - Appel des garanties financières

En cas de défaillance de l'exploitant, le Préfet peut faire appel aux garanties financières:

- lors d'une intervention en cas d'accident ou de pollution mettant en cause directement ou indirectement les installations soumises à garanties financières,
- ou pour la mise sous surveillance et le maintien en sécurité des installations soumises à garanties financières lors d'un événement exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement.

11.8. - Levée de l'obligation de garanties financières

L'obligation de garanties financières est levée à la fin de la période de suivi post exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières par arrêté préfectoral.

En application de l'article L516-5 du Code de l'Environnement, le Préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques, justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

ARTICLE 12 : DÉLAI ET VOIE DE RECOURS

En application de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement :

- la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif- le délai de recours est de deux mois, à compter de la notification dudit arrêté, pour le demandeur ou l'exploitant et de quatre ans pour les tiers, à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

ARTICLE 13 : PUBLICITE

Une copie du présent arrêté est déposée en Mairie de LA CALOTERIE et peut y être consultée.


Cet arrêté imposant des prescriptions complémentaires à la Société SITA FD sera affiché en Mairie de LA CALOTERIE pendant une durée minimale d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire de cette commune.

Ce même arrêté sera affiché en permanence sur le site par l'exploitant.

ARTICLE 14 : EXECUTION

M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais, M^{me} le Sous-Préfet de MONTREUIL et l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. le Directeur de la Société SITA FD et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de LA CALOTERIE.

Arras, le 03 AOUT 2009

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Raymond LE DEUN.

Copie destinée à :

- SITA NORD (SITA FD) - Mme BOURGEOIS Françoise - Parc d'activités Aérodrome Ouest Val
Park ROUVIGNIES - BP 70001 - 59316 VALENCIENNES CEDEX
- M. le Sous-Préfet de MONTREUIL
- M. le Maire de LA CALOTERIE
- M. le Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement
Inspecteur des installations classées à DOUAI
- Dossier
- Chrono

(E)

DREAL Nord - Pas-de-Calais

Arrivé le 05 AOUT 2009

Service RISQUES

lex

Remis à M. Le Gai

du G.S. de :

pour

Jouai, le

o/Le Directeur

Le Honorable